



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Modernisation  
Interministérielle et de l'Environnement  
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ du 31 MARS 2026**

**mettant en demeure la Société PSG INDUSTRIES  
sise Zone Industrielle Route de Tours, 14 Rue Siméon Ravaud, Buzançais (36500)**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1998 autorisant la société PSG INDUSTRIE à exercer ses activités route de Tours, ZI à Buzançais ;
- Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 26 octobre 2005, du 11 décembre 2007 et 30 juin 2015 complétant et modifiant les prescriptions applicables à la société PSG INDUSTRIE implantée route de Tours, ZI à Buzançais ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à la visite du 02 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courrier en date du 14 janvier 2026 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 12 mars 2026 ;

Considérant que lors de la visite en date du 02 octobre 2025, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les potentielles zones de danger de l'établissement ne sont pas définies par l'exploitant et ne sont pas reportées sur un plan ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1998 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PSG INDUSTRIE de respecter les prescriptions de cet article, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La société PSG INDUSTRIE, exerçant une activité de traitement de surface dans des locaux situés Z.I route de Tours - 36500 BUZANÇAIS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1998 :

- en définissant les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Les zones de dangers seront matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

**Le plan sera réalisé dans un délai de 6 mois.**

### **Article 2 : Sanctions**

Dans le cas où les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la Société AMF Qualité Sécurité Environnement les dispositions et/ou sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 4 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

#### **Article 5 : Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la Société PSG INDUSTRIES.

Une copie en sera adressée :

- ✎ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ✎ au maire de la commune de Buzançais (36500), pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr), pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale,



Noura KIHAL-FLÉGEAU

